

Mobilisation et vigilance sur les financements publics des établissements d'enseignement supérieur et leur implantation sur l'agglomération mancelle

Financement – Laïcité – ServicePublic

LE 28 JANVIER 2021

Le Comité de Vigilance Laïque de la Sarthe a appris le projet de développement de l'institut catholique dit "Université catholique de l'ouest" (UCO) qui s'implanterait en centre-ville du Mans en 2022 et s'en insurge. Cet institut, s'octroyant ainsi ce titre pour sa communication, ne peut en fait délivrer des diplômes qui doivent être validés par une université publique, la seule habilitée à le faire.

Ce projet ne devrait pas recevoir de fonds publics et il n'y a aucune obligation pour les collectivités régionale, départementale et locale de les financer. Le coût moyen de l'inscription de 6000 euros par an (variant de 2940 à 7990 euros), ajouté à des mécénats privés permet un autofinancement sans recourir à des financements publics. Si chaque citoyen est libre de choisir pour lui-même le type et le lieu d'enseignement et de formation qui lui conviennent, l'argent public ne devrait être dévolu qu'à des établissements laïques ouverts et accessibles à toutes et tous, quelle que soit l'origine sociale des élèves.

L'université publique qui dispense des formations de qualité reconnue pourrait par contre, elle, bénéficier de plus de soutien et financements pour son propre développement, dans l'intérêt de toutes les étudiant.e.s. Pourquoi ne pas redynamiser le centre-ville en favorisant plutôt une extension de "le Mans Université" ?

L'établissement privé catholique "UCO" affiche par ailleurs depuis longtemps une idéologie qui n'est pas entendable à l'heure où la nation est mobilisée autour de la laïcité à vivre et faire vivre pour une nécessaire paix sociale. Le directeur a exercé différentes fonctions au sein de la "Communauté de l'Emmanuel" pour laquelle l'égalité femmes-hommes n'est pas de mise. Et pour l'UCO d'Angers - qui a organisé des conférences sur son site contre le mariage pour tous - la Sarthe est une "terre

de mission" (dans le journal "la Croix" du 13 janvier dernier); les jeunes sarthois auraient-ils besoin de lumière?... plutôt religieuse?... La vision de l'UCO de l'environnement sociétal est loin d'être neutre et il est inquiétant qu'elle se positionne justement essentiellement dans le domaine des Sciences Humaines et Sociales. Comment des élus de la République pourraient-ils soutenir et favoriser l'implantation d'un établissement avec de telles orientations idéologiques ?

Enfin, ce projet, contrairement aux discours diffusés dans les médias, est bien une concurrence directe au service public de l'Education. Ces formations payantes seront proposées dans des filières que les Universités du Mans et d'Angers et leurs sites secondaires à Laval, Cholet et Saumur, travaillent ensemble actuellement en complémentarité pour une offre publique aux étudiant.e.s de la région, notamment en psychologie, sciences de l'éducation et plus généralement en sciences humaines et sociales. L'institut catholique, pour l'instant, ne se pose évidemment pas en concurrent pour ne pas froisser mais ne s'interdit pas à l'avenir, si besoin, de « venir en soutien » à l'Université publique sur les filières en « tension », y compris dans les filières existantes (Ouest France du 13 janvier). Qu'en penser, sinon que cette « complémentarité » de fait concurrençant les universités publiques voisines n'est que la porte ouverte à une concurrence plus importante ?

Le Comité de Vigilance Laïque réaffirme que les pouvoirs publics doivent réserver leurs financements à l'enseignement public qui, seul, peut réunir les citoyennes et citoyens de demain, quels que soient leur rang social, les croyances et l'origine de leurs parents, pour leur faire partager la joie et l'intérêt d'apprendre dans la diversité et la mixité, abrités et inspirés par le principe de laïcité.

Le Comité de Vigilance Laïque de la Sarthe, dont : CEMEA, CGT-EDUC, DDEN, FCPE, FNEC FP FO72, FRANCAS, FSU, LIBRE PENSEE, LIGUE DES DROITS DE L' HOMME, LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT-FAL72, OCCE, SE-UNSA, SUD-EDUCATION

COMMUNIQUE de PRESSE



Mobilisation et vigilance sur les financements publics des établissements d'enseignement supérieur et leur implantation sur l'agglomération mancelle

Le Comité de Vigilance laïque veut remettre des choses au point au sujet d' approximations parues dans la presse

Le Comité de Vigilance Laïque de la Sarthe, dont : CEMEA, CGT-EDUC, DDEN, FCPE, FNEC FP FO72, FRANCAS, FSU, LIBRE PENSEE, LIGUE DES DROITS DE L' HOMME, LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT-FAL72, OCCE, SE-UNSA, SUD-EDUCATION

CVL72, 18 RUE BERANGER 72000 LE MANS